

La FAO actualise son analyse du marché des céréales

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié, le 1^{er} septembre, une mise à jour de son rapport trimestriel sur la situation de la sécurité alimentaire. La FAO y indique que la hausse des prix du blé a provoqué une augmentation de 5% des prix mondiaux de l'alimentation en août 2010. Suite aux sécheresses qui ont sévi en Russie et dans la Communauté des Etats indépendants (CEI), la FAO a dû revoir à la baisse de 5% son estimation de la production mondiale de blé. Malgré ces accidents climatiques, l'organisation estime que la récolte de blé en 2010, et plus largement de céréales, devrait être la troisième récolte la plus importante jamais enregistrée. En 2010/2011, l'utilisation mondiale de céréales devrait dépasser légèrement la production, ce qui conduirait à une diminution des stocks mondiaux de l'ordre de 2%. Par rapport à la période de forte hausse des prix de l'alimentation en 2007/2008, l'état des stocks céréaliers est jugé plutôt satisfaisant. Le rapport stock/utilisation est actuellement supérieur de 19,5% par rapport à son niveau en 2007/2008. Certaines filières devraient même atteindre des records de production, comme la filière maïs où les récoltes chinoises et américaines ont été exceptionnelles. Malgré l'état des stocks et du marché, la FAO constate que son indice des prix alimentaires a atteint son plus haut niveau depuis septembre 2008. Il reste néanmoins inférieur de 38% au record atteint en juin 2008. La FAO a annoncé que la situation actuelle des marchés des céréales sera analysée lors de réunions de groupes d'experts le 24 septembre prochain à Rome.

Parallèlement à la sortie du rapport de la FAO, la ville de Maputo, au Mozambique, a connu le 1^{er} septembre des émeutes liées à la décision du gouvernement d'augmenter entre 17 et 33% le prix du pain. Faisant treize morts en quelques jours, ces manifestations interviennent dans un contexte de dépréciation de la monnaie nationale par rapport au rand sud-africain et de hausse des cours du blé sur le marché mondial.

Accra accueille le forum sur la révolution verte en Afrique

Plus de 800 ministres, agriculteurs, représentants des bailleurs de fonds et de la société civile se sont réunis à Accra, au Ghana, du 2 au 4 septembre à l'occasion du Forum sur la révolution verte en Afrique. Présidée par Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations unies et actuel président du conseil de l'Alliance pour une révolution verte (AGRA), cette rencontre a rassemblé des acteurs du secteur public et privé pour réfléchir sur le développement agricole africain. M. Annan a affirmé que « *le moment est venu d'accélérer la marche vers une révolution verte authentiquement africaine* » en expliquant que la densité des infrastructures en Afrique était actuellement plus faible qu'en Asie dans les années 60. Selon lui, la déclaration de Maputo faite en 2003 (Cf. [Lettre hebdo n°308](#)), qui prévoit que les gouvernements africains consacrent 10% de leur budget national à l'agriculture, commence à avoir des impacts. Il note, à ce titre, des changements sensibles en Tanzanie, au Ghana, au Rwanda, au Malawi et au Mali. Enfin, il indique que les expertises révèlent que l'Afrique a besoin de 32 à 39 milliards de dollars d'investissement par an pour que le secteur agricole puisse optimiser ses capacités de production. Du côté des agriculteurs, Mamadou Cissokho, président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'ouest (Roppa), interrogé par Le Monde, estime que « *depuis 2000, les choses se sont redressées : la conscience s'est faite qu'il fallait soutenir l'agriculture. Mais il faut se remettre de vingt-cinq ans de politique d'ajustement structurel et de six grandes sécheresses* ».

A l'occasion de ce forum, des acteurs du secteur privé africain ont également annoncé qu'ils voulaient apporter leur concours au développement agricole du continent. Le 3 septembre, la banque sud-africaine Standard Bank a annoncé qu'elle allait accorder un prêt de 100 millions de dollars pour 750 000 petits agriculteurs. Ces crédits seront distribués en partenariat avec AGRA dans quatre pays : le Ghana, le Mozambique, la Tanzanie et l'Ouganda. La Standard Bank a expliqué qu'elle souhaite par exemple soutenir des petits producteurs de cacao au Ghana ou encore de noix de cajou au Mozambique.

12 pays se réunissent sur la taxation des transactions financières en faveur du développement

Une réunion de 12 pays, engagés en faveur d'une contribution sur les transactions financières pour le développement, s'est tenue le 1^{er} septembre à Paris à l'initiative du Japon, de la Belgique, de l'Espagne et de la France. Cette rencontre a permis d'envisager les suites à donner à un rapport intitulé « [Mondialiser la solidarité : pour des contributions du secteur financier](#) » qui conclut qu'une taxe sur les transactions de change pourrait être mise en place à l'échelle mondiale. Cette dernière pourrait, selon les auteurs, être appelée « *contribution mondiale de solidarité* » et permettre d'alimenter un mécanisme de financement, le « *Fonds mondial de solidarité* ». Selon Bernard Kouchner, ministre français des affaires étrangères et européennes, une taxe de 5 centimes sur 1000 euros échangés rapporterait plus de 30 milliards par an. En marge du sommet des Nations unies sur les objectifs du millénaire, qui se tiendra du 20 au 22 septembre à New-York, une déclaration en faveur d'une taxe sur les transactions financières pour le développement sera soumise aux représentants des Etats participant à un événement sur les financements innovants.

Sources : AFP, FAO, Le Monde, Les Echos, AllAfrica, BAD, Pana, Groupe pilote sur les financements innovants.